



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VGBIO ENERGIE**

29 rue de Courtry  
77580 Guérard

Références : E/26- 0607  
Code AIOT : 0006523467

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 mars 2026 dans l'établissement VGBIO ENERGIE implanté Rue D'Hautefeuille La noue 77515 Faremoutiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée de manière inopinée, à la suite d'un signalement le 05 mars 2026 sur les conditions d'épandage réalisé sur les deux parcelles attenantes à l'installation de méthanisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VGBIO ENERGIE
- Rue D'Hautefeuille La noue 77515 Faremoutiers
- Code AIOT : 0006523467
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS VGBIO ENERGIE exploite une installation de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement.

L'installation a été mise en service en 2022 sur la base de la preuve de dépôt n° A-0-F99ASH6BN du 13 mars 2020. L'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/149 du 27 novembre 2023 délivré à la SAS VGBIO ENERGIE a, par la suite, autorisé l'augmentation des capacités de traitement et la diversification des intrants de l'installation, ainsi que l'épandage des digestats sur des terres agricoles.

La SAS VGBIO ENERGIE a déposé une nouvelle demande d'enregistrement en février 2025 aux fins d'être autorisée à construire une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) ainsi qu'une canalisation de transfert du digestat entre l'installation de méthanisation et la lagune déportée. Suite à cette demande, l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/174 du 26 novembre 2025 portant enregistrement s'est substitué à l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 et réglemente désormais l'installation.

Les installations relèvent de la rubrique 2781-2-b (autres déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées.

L'installation de méthanisation est également soumise aux rubriques 1.1.1.0 (création d'un forage) et 2.1.5.0 (la surface drainée par le projet est de 4,5 ha) de la loi sur l'Eau.

Les activités de cette installation sont aussi réglementées par l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées à l'exception des prescriptions prévues à l'article 30 imposant d'équiper les lagunes de stockage des digestats d'une double géomembrane qui ne sont pas applicables à la lagune existante.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ♦ les observations éventuelles ;
- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
2	Lagune de stockage du digestat	Arrêté Préfectoral du 26/11/2025, Titre 1 - article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 13/08/2010, article 45	Demande d'action corrective	1 mois
5	Liste des parcelles du programme prévisionnel	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Analyses du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I	Demande de justificatif	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Épandage	Arrêté Préfectoral du 26/11/2025, Titre 2 - article 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions techniques en matière du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 05 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté l'épandage de digestat à l'aide de pendillards sur les parcelles attenantes au méthaniseur sans respecter les zones d'exclusion réglementaires définies dans le plan d'épandage.

Par ailleurs, il a été constaté les non-conformités suivantes :

- le non- respect de l'accès maintenu dégagé à la réserve incendie,
- l'absence de la matérialisation au sol de l'aire d'aspiration de la réserve incendie,
- l'absence de jauges de niveau sur la lagune de stockage de digestat,
- l'absence des dernières analyses des rejets aqueux dans le milieu naturel,
- l'absence du programme prévisionnel annuel d'épandage comprenant la liste des parcelles concernées par la campagne d'épandage de l'année 2026,
- le défaut de la transmission des dernières analyses de digestat,
- l'absence de transmission du cahier d'épandage des parcelles concernées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, aire d'aspiration
<b>Prescription contrôlée :</b>  A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. [...]
<b>Constats :</b>  Le site est équipé d'une réserve incendie d'une capacité de 120 m <sup>3</sup> conformément au dossier d'enregistrement.  L'inspection des installations classées a constaté que l'accès à la réserve incendie n'est pas maintenu dégagé (présence d'un poteau électrique en béton, d'un tuyau et de palettes) et que la plateforme d'aspiration de 32 m <sup>2</sup> n'est plus matérialisée au sol.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de dégager l'accès à la réserve incendie de tout encombrement et de matérialiser au sol la plateforme d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Lagune de stockage du digestat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2025, Titre 1 - article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les équipements de méthanisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 1<sup>er</sup> février 2023 et complétée le 12 mai et le 1<sup>er</sup> juin 2023, ainsi que ceux déposés dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 11 février 2025 et complété les 5 et 26 juin 2025 ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Dans le dossier de demande d'enregistrement, l'exploitant prévoit une hauteur de garde de 50 cm

à maintenir pour le stockage d'une pluie décennale dans la lagune de stockage de digestat.  L'inspection des installations classées a constaté que cette hauteur de garde n'est pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'équiper la lagune de jauges de niveau et de contrôler ces équipements afin de respecter la hauteur de garde de 50 cm prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/08/2010, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, La ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.  Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à <u>l'article 42</u> est effectuée sur les effluents rejetés au moins une fois chaque année par l'exploitant et tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que les eaux pluviales collectées dans le bassin d'infiltration présentent une couleur verte, signe d'eutrophisation.  L'exploitant n'a pas transmis la date et les résultats des dernières analyses des eaux du bassin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre les derniers résultats des analyses annuelles des rejets aqueux et le cas échéant, de les réaliser afin de justifier le respect des valeurs limites de rejet fixées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 4 : Dispositions techniques en matière d'épandage du digestat**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques en matière d'épandage du digestat
<b>Prescription contrôlée :</b>  f) Règles d'épandage [...] L'épandage est effectué par enfouissement direct, par pendillards ou par un dispositif équivalent permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac. [...]
<b>Constats :</b>  D'après l'exploitant et les traces constatées lors de l'inspection, l'épandage sur les parcelles concernées a été effectué à l'aide de pendillards, alimentés par des tuyaux et un système de dévidoirs reliés directement à la lagune du site de méthanisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Liste des parcelles du programme prévisionnel de l'année 2026 :**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques en matière d'épandage du digestat
<b>Prescription contrôlée :</b>  e) Programme prévisionnel d'épandage :  Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, le cas échéant en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de digestat lorsque celui-ci est également exploitant agricole.  Ce programme comprend au moins :  - la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ; [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté l'épandage de digestat sur les îlots CPJ6 et EP4 du plan d'épandage attenantes à l'installation de méthanisation.  L'inspection des installations classées a relevé des dépôts de digestat laissant supposer que l'épandage a pu s'étendre jusqu'au ru, sur la parcelle cadastrale ZC 0017 attenante à l'îlot CPJ6 et exclu du plan d'épandage.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la liste des parcelles concernées par la campagne d'épandage de l'année 2026, ainsi que les justificatifs attestant du respect de l'épandage sur les parcelles définies dans le plan d'épandage annexé au dossier d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Mise en demeure</b>
<b>Proposition de délais : 3 mois</b>

#### N° 6 : Analyses du digestat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques en matière d'épandage du digestat
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, le cas échéant en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de digestat lorsque celui-ci est également exploitant agricole.</p> <p>Ce programme comprend au moins :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une caractérisation des différents types de digestats (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est précisé dans le plan d'épandage annexé au dossier d'enregistrement que l'exploitant prévoit de réaliser a minima deux analyses par an de la valeur agronomique du digestat.</p> <p>Ces analyses seront effectuées sur des échantillons représentatifs des digestats à épandre quelques semaines avant les épandages.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées avoir réalisé les analyses du digestat au mois de février 2026, avant la campagne d'épandage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les dernières analyses de digestat à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2025, Titre 2 - article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le digestat produit par l'installation sera épandu selon le plan d'épandage défini dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Ce plan d'épandage totalise la surface de 1 377,3 ha de surfaces agricoles utiles. Les parcelles concernées, mises à disposition par 8 exploitations agricoles, sont situées sur le territoire de 18 communes : Faremoutiers, Mortcerf, Saint-Augustin, Bernay-Vilbert, Boissy-le-Châtel, La Celle-sur-Morin, Choisy-en-Brie, Courpalay, Dammartin-sur-Tigeaux, Guerard, Hautefeuille, Jouy-sur-Morin, Pécy, Pezarches, Pommeuse, Saints, Touquin, Vaudoy-en-Brie.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection des installations classées a constaté l'épandage de digestat sur les îlots CPJ6 et EP4 du plan d'épandage attenantes à l'installation de méthanisation.</p> <p>Cependant, il a été constaté l'épandage de digestat sur les zones d'exclusion réglementaires d'épandage de ces parcelles telles que définies dans le plan d'épandage annexé au dossier d'enregistrement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de la cartographie matérialisant ces zones d'exclusion.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter les zones d'exclusion prévues dans son plan d'épandage et de justifier à l'inspection des installations classées les moyens mis en place (consignes, plan...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Cahier d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques en matière d'épandage du digestat
<b>Prescription contrôlée :</b>

g) Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :

- les surfaces effectivement épandues ;
  - les références parcellaires ;
  - les dates d'épandage et le contexte météorologique correspondant ;
  - la nature des cultures ;
  - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ;
  - les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ;
  - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chacune des journées au cours desquelles des épandages ont été effectués.

Lorsque les digestats sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'épandage sur les deux parcelles attenantes au méthaniseur venait d'être réalisé.

L'exploitant n'avait pas encore renseigné le cahier d'épandage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le cahier d'épandage avec toutes les informations requises concernant les parcelles épandues la journée du 5 mars 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif

**Proposition de délais :** 1 mois